

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1983)

Heft: 710

Artikel: Consensus : la crise

Autor: Gavillet, André

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025229>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

En réalité, l'affaire était décidée à 22 heures la veille (dans son canton de Soleure, les instances directrices du parti socialiste s'étaient tout juste, par 7 voix contre 6, décidées à présenter la candidature de O. S., qui n'avait ensuite pas recueilli une seule voix au comité central du PSS). Les radicaux passaient la nuit à faire circuler la consigne dans les tavernes (le désormais fameux «vote des hommes des tavernes», diagnostiqué par Daniel Brélaz), au point d'en oublier Jean-Pascal Delamuraz. Le mercredi matin, le groupe parlementaire UDC battait le rappel de ses 28 voix pour Otto Stich lors d'une séance extraordinaire à 07 h. 30.

*

Selon toute vraisemblance, Otto Stich a réuni davantage de voix radicales que Jean-Pascal Delamuraz lui-même, lequel a recueilli quantité de voix d'une gauche décidément loyale jusqu'à la lie. Que l'un ou l'autre se sente ou non «otage» de ce score, leur attitude s'en ressentira.

*

Et les 25 femmes parlementaires? Ont-elles au moins voté L. U.? Chez les radicales, le réflexe partisan semble l'avoir emporté dans au moins trois cas sur quatre. Au PDC, la solidarité féminine pourrait avoir entraîné l'unanimité des quatre députées. Vote L. U. sans problème chez les deux indépendantes. Idem pour Leni Robert, la dissidente verte, et pour Monique Bauer. Pas de problème non plus chez les 13 représentantes de la gauche (la gauche a la majorité absolue dans la députation féminine!).

*

Otto Stich s'est déclaré d'accord de faire place aux femmes. Il sait de quoi il parle, lui qui, «stabilisé depuis 1971 à la tête d'une «centrale pour les questions de personnel» du groupe Coop, nommé enfin directeur suppléant en 1980, vient d'assister à la promotion d'Edith Ruefli à la direction de Coop Suisse.

*

Question priorité aux femmes, Kurt Furgler a

encore tout un pèlerinage à faire. Décidément, l'arrivée de cette personne qui lui aurait volé la vedette quelques semaines à peine après la disparition du populaire Willi Ritschard, c'était trop. Avec Otto Stich, bourru et solitaire, la voie royale est bien dégagée.

*

Avec moins d'un jour de retard, le journal des paysans bernois s'en était aperçu: en assurant l'élection d'Otto Stich, l'UDC marquait un sérieux autogoyal, à moins que par-delà les fossés socio-professionnels, Rudolf Reichling et O. S. (dans l'hypothèse où il resterait au Conseil fédéral) se rejoignent dans un commun soutien à l'élevage industriel. En tout cas, O. S. s'est toujours distingué par des interventions critiques contre la politique agricole officielle. Et ce n'est pas le moindre charme de cette élection que de constater de quelle manière a élu le Parlement le plus agricole qu'on ait vu depuis longtemps (24 conseillers nationaux paysans, sans compter les vigneronnes, les responsables d'organisations agricoles et les anciens conseillers d'Etat responsables de l'agriculture cantonale).

Paradoxe pour paradoxe: Hans Schärli est président de l'Union des détaillants du canton de Lucerne et membre actif du groupe des «arts et métiers» des Chambres fédérales: il ne supportait pas la présidente socialiste de Coop Zurich, mais il s'est manifestement accommodé d'un directeur suppléant de Coop Suisse. Evidemment, quand on a que quelques heures pour monter un coup, on n'a pas le temps de penser à tout.

*

Le Centre dramatique de Lausanne termine à Berne, jeudi 8 décembre, une tournée en Suisse avec «L'école des femmes» de Molière. Applaudissements à tout rompre à la fin du spectacle. André Steiger demande le silence: «La représentation de ce soir est dédiée à Lilian et à ses collègues des Chambres fédérales.» Applaudissements de plus belle.

CONSENSUS

La crise

Dans ce pays à forte majorité d'abstentionnistes, où l'homme de la rue est totalement incapable de citer les noms des sept conseillers fédéraux, le fait qu'un socialiste originaire de Soleure ait été préféré à une socialiste, originaire de Soleure avant son mariage, ce tard pour beurre, est-ce une crise politique?

Les extincteurs vont, avant même la trêve de Noël, répandre la mousse dédramatisante. Car la formule magique n'a pas été, quantitativement, remise en cause, car ce n'est pas la première fois que le candidat officiel n'est pas celui que le Parlement retient, voyez Ritschard, Tschudi ou, exemples bourgeois, Hürlimann, Chevallaz. Les hommes passent, les institutions demeurent. Après l'arrogance bourgeoise, les «mon cher ami» vont refleurir.

On voudra croire que l'émotion des militants socialistes s'élargira pour mourir, dans le grand public, en sujet de conversation. On voudra croire qu'il n'est pas si facile de rompre des habitudes. On dira que le motif de rupture est trop d'amour-propre, trop peu politique; et qu'il y a, pour l'amour-propre, des baumes.

Quoi qu'on dise, ou veuille croire, il y a crise.

UN DÉFI DÉLIBÉRÉ

Les hommes politiques de droite ne peuvent ignorer que les conseillers fédéraux socialistes jouent un rôle essentiel dans la cohésion du Parti socialiste, pour la raison simple que le Parti socialiste n'est pas un parti de notables, mais un parti composé de centaines de sections où se côtoient des tempéraments politiques contrastés.

Ce rôle fédérateur implique que le conseiller fédé-

SUITE ET FIN AU VERSO

CONSENSUS (suite et fin)

La crise

ral soit, sinon nommé, du moins «reçu» par l'ensemble de son parti. Consécration d'autant plus indispensable que la récession économique rend plus difficile la pratique du réformisme.

En choisissant un homme qui n'avait pas été retenu par le Parti socialiste, qui ne manque peut-être pas de qualités personnelles, mais qui est dépourvu de tout rayonnement, en l'imposant, dès le premier tour, par simple mot d'ordre de coulisse, le Parlement a lancé un défi aux socialistes.

Après la légère poussée à droite marquée par les élections, après le changement de climat en Allemagne fédérale qui influence très directement la Suisse alémanique, la «formule magique» a été remise en cause par la bande.

On a voulu faire comprendre aux socialistes que leur participation au Conseil fédéral n'est pas de plein droit, mais de second rang et agréée.

Les commentaires radicaux, tels ceux de Richter, ne laissaient aucun doute sur cette interprétation. Les socialistes ont été placés devant la situation: se soumettre ou se démettre.

L'humiliation du partenaire est la plus détestable des politiques. Mais le fait est accompli. A travers l'amour-propre, c'est plus profondément la dignité qui a été touchée. La trêve des confiseurs ne l'apaisera pas.

A. G.

SCÉNARIOS

Une porte peut être ouverte ou claquée

Le comité central du Parti socialiste suisse a donc décidé la convocation d'un congrès extraordinaire qui jugera de la participation socialiste au Conseil fédéral. Il préparera, en vue de ce congrès historique, un document de réflexion. C'est indispensable. Une porte claquée n'est pas une politique, sur-

tout si on ne sait pas la claquer au moment de l'action chaude.

Dès lors, trois scénarios sont possibles, qui tous trois exigent, pour être joués, quelque préalable. Scénarios qui, pour utiliser une terminologie de relations privées, sont, de manière très classique: l'acceptation, la rupture, la conciliation devant le juge.

UNE CONDITION SINE QUA NON

Le préalable. Aucune stratégie ne peut réussir sans unité dans la manœuvre. Or l'unité, quel que soit le scénario, exige beaucoup de maîtrise.

Imaginons le scénario 2, celui de la rupture, décidé par un congrès extraordinaire. Il faut que la rupture soit confirmée par la consultation référendaire, qu'elle soit acceptée par les participationnistes et, tout aussi difficile, qu'elle n'entraîne pas, tentation de l'opposition, de surenchère verbale gauchisante. Toute stratégie implique une sorte de recentrage. Compte tenu du très large éventail que recouvre actuellement le Parti socialiste, l'exercice de regroupement ne sera pas facile. Mais cette condition est, pour une réussite, «sine qua non».

OU LE pari SUR LA DURÉE...

Scénario 1. Le Parti socialiste suisse accepte la situation. Il refuse de créer un vide qu'occuperont les représentants d'autres partis ou, avec étiquette de gauche, des hommes de paille de la droite. Il se dit que la durée peut corriger une faiblesse momentanée: dans deux, quatre ans, des hommes ou des femmes aguerris par cette épreuve assureront son rayonnement et sa relève; il pleuvra aussi un jour sur l'adversaire. Raisonnement qui aurait quelque analogie avec celui des communistes français: avaler une couleuvre, mais rester dans la place, pour de futures offensives.

Scénario qui est peut-être possible pour un parti centralisé comme le parti communiste français,

difficile pour un parti aussi spontanéiste que le Parti socialiste suisse. Scénario explicable, peut-être, aux militants, mais plus difficilement à l'opinion publique, dans la mesure où elle est douée de mémoire.

OU LA RUPTURE...

Scénario 2. La rupture. Elle implique alors qu'on se donne les moyens de faire sentir son poids. Au Parlement, ce devrait être une autre manière de travailler, mais en sachant que, de toute façon, la droite dispose d'une large majorité. Utilisation énergique du référendum et de l'initiative, mais il en est fait déjà un large usage. Coordination étroite pour des mouvements revendicatifs avec l'Union syndicale suisse. Mais l'USS doit tenir compte de ses propres intérêts et de la capacité mobilisatrice de ses troupes.

Scénario qui implique un pari très délicat sur l'indépendance des moyens de communication de masse: la presse, la radio, la télévision donneront-elles un écho raisonnable à l'«opposition», à ses propositions, à ses critiques? Difficile à imaginer, quand on réalise à quel point elles sont, dans leur ensemble, attirées par le pouvoir en place.

La rupture ne peut, de surcroît, avoir pour finalité un retour en force majoritaire. Ni la situation politique, ni le tripartisme helvétique fondé sur des régionalismes puissants n'autorisent cet espoir. Le retour devrait donc être soumis à une redéfinition de la formule magique. Laquelle? Pour quel terme?

OU LA CONCILIATION...

Scénario 3. La droite, sensible — mais elle vient de démontrer le contraire — à l'image extérieure de la Suisse et à la cohésion nationale, accepte, sous l'égide de quelques «sages», de rediscuter les conditions de l'élection au Conseil fédéral. De toute